

Conseil de gouvernement du jeudi 13/09/2012



Les mesures prises par le ministère de l'Education nationale à l'occasion de la rentrée scolaire 2012-2013 visent à restaurer l'attractivité et l'efficacité du système de l'enseignement public, a affirmé, jeudi à Rabat, le chef de gouvernement, Abdelillah Benkirane.

Les mesures prises pour la rentrée scolaire visent à restaurer l'attractivité et l'efficacité du système d'enseignement public (Benkirane)

Intervenant en début du conseil de gouvernement, M. Benkirane a indiqué que la rentrée scolaire se déroule, jusqu'à présent, dans de bonnes conditions, soulignant que le gouvernement appuie les mesures prises par le ministère de tutelle en vue de consacrer "la logique, l'ordre et le respect de la loi pour éviter davantage de dysfonctionnements dans le système éducatif et l'hémorragie de ses compétences au profit du secteur de l'enseignement privé".

"Nous ne faisons aucune distinction entre les élèves du secteur public et ceux du privé, et nous veillons à ce que les élèves de l'enseignement privé bénéficient de l'attention, de l'encadrement et de la supervision nécessaires", a-t-il ajouté, exprimant la disponibilité du gouvernement à aider le secteur de l'enseignement privé à assurer la formation de ses cadres enseignants.

M. Benkirane a noté, dans ce sens: "Nous comptons également sur le secteur privé pour contribuer à la formation des cadres de l'avenir, sans pour autant que cela se fasse au détriment de l'école publique, qui reçoit cette année 6.672.592 élèves, poursuivant leurs études dans les cycles de l'enseignement primaire, secondaire collégial et secondaire qualifiant, sous la supervision de 300.000 enseignants et fonctionnaires.

Dans ce cadre, le chef de gouvernement a souligné l'importance de ce chiffre, par rapport aux 726.483 élèves qui poursuivent leurs études dans l'enseignement privé, rappelant que le nombre des nouveaux inscrits dans l'enseignement primaire cette année s'élève à 666.440.

"Nous n'avons pas interdit aux enseignants de l'enseignement public de contribuer à l'encadrement de l'enseignement privé, mais cela doit se faire dans les limites de la loi, et sur avis du ministère, de façon à ne pas affecter leurs engagements et leurs responsabilités en tant que fonctionnaires de l'Etat, et à rendre plus attractif le système de l'enseignement public".

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohamed El Ouafa avait publié, récemment, un arrêté suspendant temporairement la circulaire ministérielle n 109 du 3 septembre 2008, autorisant les cadres du corps enseignant à donner des heures supplémentaires dans les établissements d'enseignement scolaire privé.

Le Conseil de gouvernement approuve un projet de décret sur la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission nationale de la pharmacopée

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi, a approuvé le projet de décret N 2-12-358 définissant la composition et les modalités de fonctionnement de la Commission nationale de la pharmacopée.

L'adoption de ce projet de décret, présenté par le ministre de la Santé, vient en application de l'article 5 de la loi N 17-04 portant code du médicament et de la pharmacie, a précisé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil.

La Commission nationale de la pharmacopée, dont la création constitue une première dans l'histoire du Maroc, se charge de l'élaboration de la pharmacopée et de sa révision quand le besoin s'en fait sentir, a expliqué M. El Khalfi, ajoutant qu'il s'agit d'un ouvrage qui répertorie toute sorte de médicaments et de données nécessaires à l'industrie et à la pratique pharmaceutiques.

La mise en place de cette commission, a-t-il conclu, vise à doter le Maroc d'une pharmacopée adaptée à sa carte épidémiologique et à renforcer, ce faisant, la lutte contre les maladies à l'échelle nationale.

Le Conseil de gouvernement approuve un projet de loi portant Code de la mutualité

Le Conseil de gouvernement a approuvé, jeudi, un projet de loi N. 109-12 portant Code de la mutualité, destiné à préciser les conditions de création des mutuelles, à déterminer les modes de leur gestion et à

définir leur mission en matière d'assurance contre certains risques.

Le texte ambitionne d'instaurer les fondations de la bonne gouvernance à travers la définition des attributions et des compétences des organismes concernés et du domaine d'intervention de l'Administration en matière de contrôle des mutuelles, en plus de la stipulation de l'obligation de l'audit externe annuel, a expliqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, au terme de cette réunion.

Présenté par le ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, le projet, qui porte sur l'élargissement de la base des adhérents (1,5 million) et des bénéficiaires (4,5 millions), pose les bases de la stratégie de réforme du système de la mutualité et de sa mise à niveau, dans le but d'améliorer la qualité des services au profit des adhérents, dont 70 pc travaillent dans le public.

En plus de leur mission dans le cadre de l'assurance-maladie obligatoire, les mutuelles peuvent aussi jouer un autre rôle aussi important en matière de gestion de l'assurance-maladie complémentaire et de création de caisses autonomes et d'unités sociales, a assuré le ministre.

La grève des infirmiers est "une mesure incompréhensible" (El Ouardi)

Le ministre de la Santé, El Houssein El Ouardi, a qualifié de "mesure incompréhensible" la grève observée jeudi par les infirmiers dans les hôpitaux publics et les services administratifs et techniques, rappelant les efforts déployés par le département pour l'amélioration de la situation de cette catégorie professionnelle.

Dans une déclaration à la presse, à l'occasion du Conseil du gouvernement, M. El Ouardi a dit "ne pas comprendre la portée du timing de la grève, du fait qu'elle coïncide avec la tenue de réunions du comité mixte (ministère et les professionnels) aux fins d'élaborer un statut particulier définissant les droits et obligations du corps des infirmiers", précisant que ce texte devra voir le jour "d'ici la fin de l'année".

Le ministre a affirmé que son département reste ouvert au dialogue concernant les revendications de cette catégorie. "Je suis compréhensif de la situation de cette catégorie et de son souci de créer un Ordre national des infirmiers, mais cette démarche requiert l'accomplissement de procédures réglementaires bien précises".

Abordant les motifs déclarés de cette grève, notamment le projet de décret ministériel donnant droit aux titulaires du diplôme de "technicien spécialisé" dans une branche paramédicale, délivré par les établissements privés agréés par l'Etat, de participer aux concours de recrutement au sein du secteur public, M. El Ouardi a estimé que cette décision part du principe d'égalité des chances consacré par la Constitution et du fait que les concernés disposent du même niveau d'études et ont passé autant d'années pour préparer leurs diplômes que leurs confrères issus des établissements publics.

Plusieurs syndicats du secteur de la santé avaient appelé récemment le gouvernement à ne pas approuver le projet de décret élaboré par le ministère, complétant et modifiant le décret du 13 avril 2007 formant statut particulier du corps des infirmiers du ministère de la Santé, notamment l'article 17.

La modification porte sur l'inscription du diplôme de "technicien spécialisé" dans une branche paramédicale, délivré par les instituts de formation professionnelle agréés, parmi les diplômes permettant aux titulaires de passer les concours de recrutement d'infirmiers d'Etat (2ème grade), organisés par le ministère de tutelle ou les CHU.

Quatre centrales syndicales (UMT, CDT, FDT et UGTM) ont lancé un mot d'ordre de grève pour les 13,19 et 20 pour réclamer l'arrêt immédiat de l'adoption du décret litigieux.